

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 13 avril au 17 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

### Faits marquants

- ❖ **Régional** : Le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026
- ❖ **Kenya** : Forte hausse des prix du carburant malgré des mesures de soutien
- ❖ **Soudan** : 1,5 Md USD mobilisés lors de la conférence de Berlin

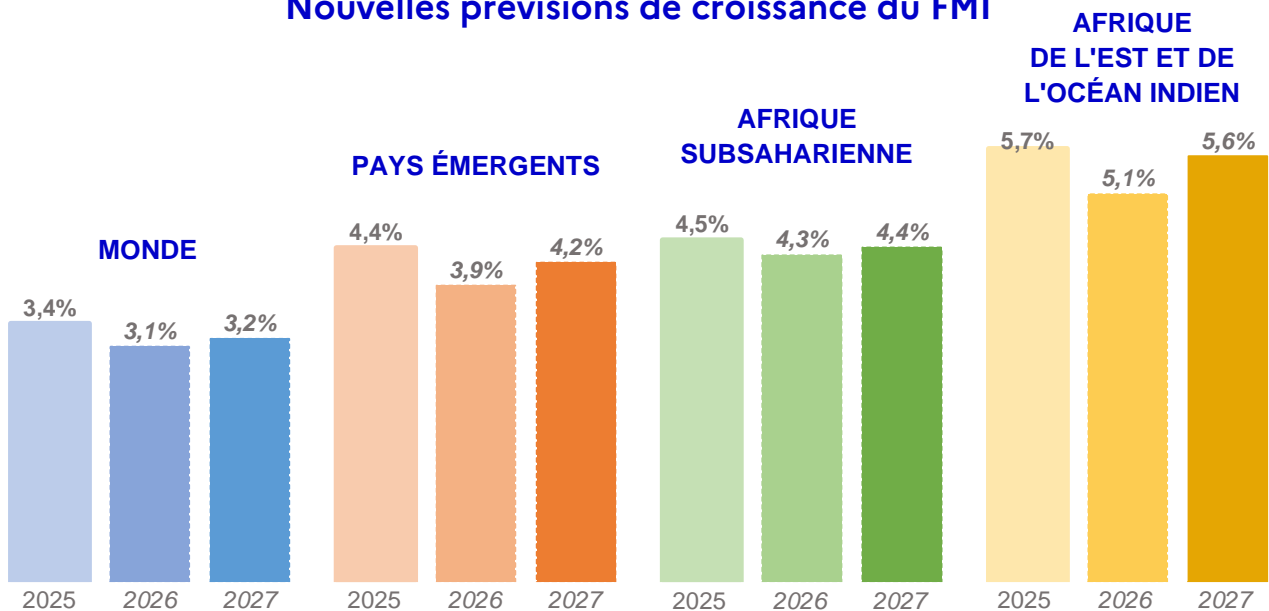
#### LE CHIFFRE A RETENIR

**+8,5%**

**UGANDA : CROISSANCE DU PIB  
AU T4 2025, EN GLISSEMENT ANNUEL**

### Le graphique de la semaine

#### Nouvelles prévisions de croissance du FMI



Calculs DG Trésor pour la moyenne pondérée AEOI, hors Éryhrée

Dans son *World Economic Outlook* (avril 2026), le FMI révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale, désormais attendue à +3,1% en 2026 (contre +3,3% en janvier). Cette révision reflète les effets du conflit au Moyen-Orient, notamment via la hausse des prix de l'énergie, une inflation plus élevée et un niveau d'incertitude accru pesant sur l'activité mondiale. En Afrique subsaharienne, la croissance est désormais projetée à +4,3% en 2026 (contre +4,6% précédemment). Cette révision à la baisse s'inscrit dans un environnement marqué par une vulnérabilité persistante aux chocs externes, en particulier pour les économies importatrices nettes de pétrole et de denrées alimentaires, affectées par la hausse des prix internationaux et le durcissement des conditions financières mondiales. Les perspectives restent néanmoins relativement favorables pour la région Afrique de l'Est et Océan Indien (AEOI), bien qu'elles aient été revues à la baisse – cf. brève régionale.

## REGIONAL

### Le FMI révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026

Dans la [dernière publication du WEO](#), le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien en 2026. Ces révisions s'inscrivent dans un environnement international moins favorable, marqué par la hausse des prix de l'énergie, une incertitude accrue et des conditions financières plus contraignantes, affectant particulièrement les économies de la région AEOI. Les ajustements sont majoritairement négatifs, avec des corrections marquées au Soudan du Sud (-18,2 pts, à +4,1 %) et au Soudan (-8,8 pts, à +0,7 %), liées aussi à des facteurs domestiques (instabilité, perturbations de l'activité). Des révisions significatives sont également observées aux Seychelles (-1,7 pt, à +1,5 %), en lien avec des perspectives moins favorables pour le tourisme, ainsi qu'en Somalie (-0,7 pt), à Madagascar (-0,7 pt) et au Kenya (-0,4 pt, à +4,5 %). À l'inverse, l'Éthiopie (+2,1 pts, à +9,2 %) se distingue par une révision à la hausse, portée par la poursuite des réformes et un rebond de l'activité. Les perspectives restent globalement stables pour d'autres économies (Djibouti, Maurice, Ouganda, Rwanda).

## BURUNDI

### Financement de 100 M USD pour les importations essentielles

Le 15 avril, en marge des Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, la délégation burundaise, conduite par le ministre des Finances Dr Ndikalain, a signé un accord de financement commercial de 100 M USD avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), présidée par Abdullah KH Almusaibeeh. Ce dispositif vise à soutenir l'approvisionnement en produits essentiels, notamment en carburants, médicaments et engrais, dans un contexte de contraintes. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de mobilisation visant à renforcer des partenariats opérationnels alignés sur les priorités nationales. Elle contribue à la mise en œuvre de la Vision 2040-2060, notamment le pilier 5 sur les partenariats stratégiques, avec des retombées attendues sur la santé et la sécurité alimentaire.

### Renforcement du partenariat économique et stratégique avec l'Éthiopie

Le 9 avril, les présidents Évariste Ndayishimiye et Abiy Ahmed ont supervisé la signature de plusieurs protocoles d'accord couvrant le commerce, les transports, l'agriculture, l'énergie, l'éducation, la santé, le tourisme et le numérique. Ces accords ont été conclus en marge de la deuxième Commission ministérielle conjointe Burundi-Éthiopie.

## COMORES

### Lancement du Hackathon *Wa Komor*

Le lancement officiel du Hackathon *Wa Komor* a eu lieu à Moroni le jeudi 9 avril. Le projet est soutenu par l'Union européenne, Expertise France et ComorLab via l'ACTIC. Dans un contexte de taux de chômage élevé (30 %), ce projet vise à encourager des dynamiques entrepreneuriales chez les jeunes. Ce projet s'organise autour de trois axes stratégiques : l'économie verte, l'économie bleue et l'innovation technologique. 100 porteurs de projets seront retenus, pour 10 finalistes et 5 lauréats. Les lauréats du concours bénéficieront d'un accompagnement personnalisé, ainsi que d'un financement. L'UE a investi 4 M EUR dans le programme *Wamanga Wa Komor*. Lancé en 2024, il se terminera en 2027.

## DJIBOUTI

### L'Éthiopie refuse l'offre djiboutienne de prise de participation dans le port de Tadjourah

L'Éthiopie aurait décliné une offre djiboutienne portant sur l'acquisition d'une participation majoritaire (60 %) dans le port existant de Tadjourah, infrastructure publique détenue par l'Autorité des ports et zones franches de Djibouti (DPFZA). Ce refus ne porterait pas sur le principe d'une prise de participation, mais sur les conditions associées : au-delà de l'accès au port, Addis-Abeba souhaiterait sécuriser un corridor terrestre dédié vers celui-ci, ce qui aurait constitué un point de blocage des discussions. Une précédente proposition de cogestion du port formulée en novembre 2024 n'avait pas abouti. Djibouti indique pour sa part rester ouvert à différentes formes de coopération portuaire. Dans le cadre de sa stratégie de développement portuaire, Djibouti a par ailleurs

signé en octobre 2025 une concession de 30 ans avec une filiale de la société saoudienne Red Sea Gateway Terminal, portant sur l'exploitation et la modernisation du port de Tadjourah. L'accord prévoit la gestion opérationnelle du terminal et des investissements visant à renforcer ses capacités logistiques.

## ÉTHIOPIE

### Assouplissement du régime fiscal applicable aux zones franches

Le ministère éthiopien des Finances a publié, le 13 avril 2026, une directive supprimant l'impôt sur le revenu les investisseurs opérant dans les zones franches et approvisionnant le marché intérieur en biens. La mesure s'inscrit dans une logique d'extension des incitations fiscales visant à soutenir la fluidité des chaînes d'approvisionnement et la continuité de l'offre de biens. Dans ce cadre, les autorités soulignent les contraintes opérationnelles liées aux restrictions de change et à l'accès aux lettres de crédit. Les intrants et produits finis peuvent désormais être introduits sans règlement préalable, les paiements n'intervenant qu'après commercialisation. Selon le ministère, les pénuries de devises limitaient ces opérations. En allégeant la charge financière et en différant les paiements, la directive vise à libérer le fonds de roulement, soutenir la substitution aux importations et renforcer l'attractivité des zones franches.

### La distribution des engrais entravée par la pénurie de carburant

Les pénuries de carburants, consécutives au déclenchement du conflit au Moyen-Orient, engendrent d'importantes difficultés logistiques et contraignent l'acheminement des engrais depuis les ports de Lamu et de Djibouti vers les entrepôts, puis jusqu'aux zones agricoles éthiopiennes. Malgré la publication de directives priorisant l'allocation de carburant pour le transport d'engrais, les transporteurs rencontrent des difficultés d'approvisionnement. La situation est d'autant plus sensible à l'approche de la grande saison des pluies (juin-septembre), avec une période des semis s'étalant de mai à juillet et générant entre 85 et 95% de la production agricole annuelle du pays. Dans ce contexte, les autorités indiquent disposer de stocks suffisants, estimés à 21 millions de quintaux (Mq) pour l'année en cours, pour un besoin maximal estimé à 16 Mq, dont 8,6 Mq déjà distribués lors de

la petite saison des pluies achevée en avril. Ces stocks importants sont le résultat de nouvelles modalités d'achat, permettant des acquisitions au fil de l'eau par l'Ethiopian Agricultural Businesses Corporation selon les conditions de marché.

## KENYA

### Révision à la baisse des prévisions de transferts de fonds pour 2026

La Banque centrale du Kenya anticipe un ralentissement des transferts de fonds en 2026. Le gouverneur Kamau Thugge a indiqué, lors d'un point de presse suite au Comité de politique monétaire du 10 avril 2026, que celle-ci devrait atteindre seulement +1,4 % (contre une prévision de +6,0 % précédemment) cette année, à 5,1 Md USD. Ce ralentissement reflète notamment la baisse des transferts en provenance du Moyen-Orient, qui représente environ 10 % des envois, dans le contexte géopolitique marqué par une hausse des coûts énergétiques — qui pèse sur le revenu disponible des travailleurs migrants — ainsi que par des réformes du marché du travail dans certains pays d'accueil. En particulier, les transferts depuis l'Arabie saoudite ont chuté de -25 %, un des principaux pays destinataire des transferts de fonds, sous l'effet de nouvelles mesures fiscales et réglementaires affectant les travailleurs étrangers. Les États-Unis demeurent la principale source des transferts de fonds (54,2 % du total). Les transferts de fonds représentent près de 4,2 % du PIB au Kenya et contribuent à la consommation des ménages ainsi qu'à la stabilité de la monnaie.

### Hausse des prix des carburants malgré des mesures de soutien

Le 14 avril, l'Energy and Petroleum Regulatory Authority (EPRA) a relevé les prix plafonds de détail des carburants pour le cycle mensuel actuel (allant du 15 avril au 14 mai 2026), dans le contexte de forte hausse des cours pétroliers mondiaux. À Nairobi, l'essence super a augmenté de +28,69 KES (+16,1 %) pour atteindre 206,97 KES (1,32 USD) le litre, tandis que le diesel a progressé de +40,30 KES (+24,2%) à 206,84 KES (1,31 USD), son plus haut niveau historique et la plus forte hausse mensuelle en plus de 21 ans ; le kérosène est resté stable à 152,78 KES. Les autorités kényanes ont cherché à amortir cette hausse via i) Petroleum Development Levy Fund, (6,2 Md KES, 39,4 M USD), mobilisé pour subventionner partiellement le prix à la pompe et ainsi réduire la hausse

## BREVES ÉCONOMIQUES

### Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

répercutée sur les consommateurs et ii) une baisse de la TVA (de 16 % à 13 %). Face à un mécontentement social, l'EPRA a – dès le lendemain, le 15 avril – revu à la baisse les prix à la pompe en abaissant à nouveau la TVA (de 13 % à 8 %), mesure temporaire applicable pour une période de 90 jours, permettant de ramener le diesel à 196,63 KES (1,25 USD, + 18,1%) et l'essence à 197,60 KES (1,26 USD, + 10,8 %) le litre.

## MADAGASCAR

### Présentation de la Politique générale de la Refondation

Le Premier ministre, Maminia Rajaonarison, a présenté, le 13 avril, son Programme de mise en œuvre de la Politique générale de l'État de la Refondation devant l'Assemblée nationale. Il a réaffirmé que le processus de Refondation devrait s'achever d'ici fin 2027. La mise en place d'une Assemblée constituante serait, selon lui, conditionnée à l'issue de consultations nationales. Le calendrier de la transition prévoit notamment l'organisation d'un référendum constitutionnel à la mi-2027, suivi d'une élection présidentielle entre septembre et décembre 2027. Sur le plan économique et social, le Premier ministre a présenté une stratégie structurée autour de dix priorités et de cinq axes stratégiques, parmi lesquelles l'accès à l'eau, le redressement du secteur de l'électricité, la sécurité, le développement agricole, les infrastructures, l'emploi, la gouvernance et la participation citoyenne. Il a également identifié cinq axes autour desquels développer l'action gouvernementale : l'amélioration du quotidien des citoyens, la réponse aux chocs internationaux, la stabilisation macroéconomique, la refondation institutionnelle et la transformation publique, ainsi que l'organisation d'élections crédibles et transparentes. La lutte contre la corruption a été mise en avant, avec la possibilité de réviser la Stratégie nationale de lutte contre la corruption. Le Premier ministre a par ailleurs indiqué vouloir mettre fin aux situations de monopole.

### 2<sup>e</sup> édition du CEO Summit de l'Océan indien à Antananarivo

Les 9 et 10 avril 2026, 650 participants issus de 23 pays se sont réunis à Antananarivo pour la 2<sup>e</sup> édition du CEO Summit de l'Océan indien, organisée par le Syndicat des Industries de Madagascar et l'agence BECOM, en présence du président de la

Refondation, le Colonel Michaël Randrianirina. À travers 21 panels et sessions de networking, une centaine d'experts et décideurs ont échangé sur les enjeux du développement économique du pays. L'événement a été marqué par l'annonce de trois initiatives : le lancement de la plateforme directoi.com, destinée à connecter les entreprises de l'Océan Indien ; la création d'un groupe de travail associant Madagascar, La Réunion et Mayotte pour structurer des filières pilotes dans l'agribusiness ; et la mise en place d'un réseau d'expertise dédié à l'intelligence économique et au soft power régional. La délégation de l'île de la Réunion a été saluée comme principale délégation étrangère. La prochaine édition se tiendra en 2027 à La Réunion.

## MAURICE

### 405 MW seront ajoutés au réseau électrique

Les autorités mauriciennes ont annoncé un projet d'ajout de 405 MW de capacités électriques, principalement renouvelables, d'ici trois ans, afin de réduire la dépendance énergétique du pays aux marchés internationaux. La capacité installée du réseau s'élevait à 882 MW à mi-2024, ce qui implique une augmentation de plus de +46 % à horizon 2028. Ce plan se heurte, toutefois, à plusieurs contraintes, notamment foncières, administratives et financières. Afin de sécuriser les investissements, l'État a mis en place un mécanisme de garantie (*Government Support Agreement*) couvrant les risques de paiement du Central Electricity Board. Plusieurs projets sont en cours, dont dix centrales solaires de 10 MW avec stockage (mise en service prévue d'ici fin 2027), trois projets de 40 MW et une centrale photovoltaïque flottante (17,5–20 MW) à l'étude. Le développement de l'agrivoltaïque est également envisagé. Dans ce cadre, 18 accords ont été signés, représentant 80 MW. Par ailleurs, la capacité du parc éolien de Plaine-des-Roches (9 MW) pourrait être portée à 15–20 MW d'ici 2028.

## OUGANDA

### L'indice PMI résiste en dépit du choc économique lié au conflit au Moyen-Orient

L'indice des directeurs d'achat (PMI – Purchasing Managers Index), publié par Stanbic Bank, est un indicateur avancé de l'activité économique. Allant

de 0 à 100, l'indice indique une expansion de l'activité lorsqu'il se situe au-dessus de 50 et une récession lorsqu'il se situe en deçà. En dépit du contexte géopolitique, l'indice est en relative stabilisation, bien au-delà du seuil d'expansion (54,2 en février à 54,3 en mars). Le secteur privé poursuit donc sa dynamique positive entamée en février 2025, porté par une croissance continue de la production et de nouvelles commandes, qui alimentent de nouveaux recrutements et achats. Les entreprises restent optimistes pour les 12 prochains mois, malgré le conflit au Moyen-Orient, qui alimente des tensions inflationnistes et allonge les délais de livraison. Elles comptent notamment sur une demande maintenue et une pression sur les coûts à la baisse.

#### **La croissance progresse fortement au T4 2025, à +8,5 %**

À l'occasion de la retraite du National Resistance Movement, le président ougandais a présenté dix priorités pour faire de l'Ouganda une économie moderne. Ces orientations, alignées sur le National Development Plan IV, s'inscrivent dans un contexte de résultats favorables pour 2025 : le PIB ougandais a progressé de +8,5 % en glissement annuel au 4<sup>e</sup> trimestre 2025, porté par l'industrie (+12,3 % de croissance). En particulier, le secteur de la construction a enregistré une forte hausse de +19,4 % (contre +7,9 % un an plus tôt) tandis que l'industrie manufacturière a affiché +8,9 % de croissance. L'agriculture a crû de +8,8 % (contre +7,8 % un an auparavant) et les services de +6,2 % (contre +2,2 %). S&P Global revoit néanmoins ses prévisions de croissance à la baisse pour 2026 (de +7,5 % à +7,0 %) en raison du contexte géopolitique, et malgré le début attendu de la production pétrolière.

## **RWANDA**

#### **Financement mixte de 213 M EUR pour soutenir les réformes de développement**

Le Rwanda a obtenu une facilité de financement mixte de 213 M EUR (environ 367 Md RWF), soutenue par plusieurs institutions financières internationales, a annoncé le ministère des Finances et de la Planification économique le 14 avril 2026. Ce prêt commercial comporte une maturité de 15 ans et un délai de grâce de six ans, structuré de manière à ce que les remboursements commencent après l'échéance de l'euro-obligation en cours du Rwanda,

afin d'éviter des pressions de refinancement et préservant un profil d'endettement maîtrisé. Les fonds seront utilisés pour l'appui budgétaire général dans le cadre de l'opération de financement des politiques de développement pour une création d'emplois inclusive et résiliente du Rwanda de la Banque mondiale, finançant des réformes dans les infrastructures, la santé, l'éducation, l'agriculture, la protection sociale et l'industrie.

#### **Accord avec Sandoz pour sécuriser une approvisionnement en médicaments essentiels**

Le 15 avril 2026, le Rwanda a signé un accord avec Sandoz Group AG, une entreprise pharmaceutique suisse, afin de garantir un approvisionnement stable en médicaments essentiels, notamment des antibiotiques et des traitements contre le cancer. Dans le cadre de cet accord, Sandoz fabriquera et fournira directement environ 60 médicaments clés au Rwanda, avec une possible extension future de la gamme de produits et de la couverture géographique. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement du Communiqué d'Alpbach de 2025, qui promeut des chaînes d'approvisionnement en antibiotiques résilientes entre l'Europe et les régions partenaires, dont l'Afrique. Le Rwanda, qui accueille également l'Agence africaine des médicaments, avait soutenu cette initiative. Sandoz a indiqué que la production aura lieu en Autriche.

## **SOMALIE**

#### **Perte de confiance dans la monnaie locale et refus croissant des paiements en espèces**

Face à une perte de confiance accrue dans un contexte de tensions internationales, les habitants de Mogadiscio sont confrontés au refus croissant de certains commerçants d'accepter le shilling somalien. Ce phénomène, également observé à Hargeisa, touche les principaux marchés, les transports publics et les petits commerces. Ce refus s'explique par la forte dépréciation de la monnaie et la hausse des prix, qui compliquent la fixation des prix et exposent les commerçants à des pertes lors du réapprovisionnement. La mauvaise qualité des billets en circulation, souvent usés ou contrefaits, renforce également cette défiance. Dans ce contexte, les commerçants privilégient des moyens de paiement jugés plus stables, notamment le dollar américain et les paiements mobiles. Cette situation

pénalise particulièrement les ménages à faibles revenus, dépendants des paiements en espèces, qui rencontrent des difficultés croissantes pour accéder aux biens et services de base.

#### **Prolongation des sanctions américaines**

L'administration américaine a prolongé d'un an la déclaration d'état d'urgence concernant la Somalie, jusqu'au 12 avril 2027. Cette mesure, imposée pour la première fois en 2010, est motivée par la détérioration de la situation sécuritaire dans le pays, la montée des actes de piraterie, les violations de l'embargo sur les armes, ainsi que les activités financières et commerciales liées à des groupes extrémistes. Le régime de l'état d'urgence national permet l'imposition de sanctions, comprenant notamment le gel des avoirs ainsi que des restrictions de voyage visant les personnes et entités impliquées dans ces activités.

## **SOUDAN**

#### **Mission du PNUD sur les finances publiques**

Une équipe du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'est rendue à Khartoum dans le cadre d'une mission d'assistance technique dans le domaine des finances publiques. Selon la cheffe de la délégation du PNUD, cette mission a pour objectif d'évaluer les capacités actuelles en matière de finances publiques, afin de fournir l'assistance nécessaire à la réforme et au développement du secteur. De son côté, le sous-secrétaire d'État au ministère des Finances a informé l'équipe du PNUD de l'état d'avancement de la feuille de route élaborée en coopération avec les experts le centre d'assistance technique pour le Moyen-Orient du FMI. Parmi les principales composantes de cette feuille de route figurent la mise en place d'un système de paiement électronique, le développement d'un système de facturation en ligne, ainsi que la préparation du projet de loi sur les finances publiques.

#### **1,5 Md USD mobilisés lors de la conférence de Berlin**

L'Allemagne a accueilli la troisième conférence humanitaire sur le Soudan, qui s'est tenue le 15 avril à Berlin, en coopération avec la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, ainsi que l'Union européenne et l'Union africaine. Selon le ministère allemand des

Affaires étrangères, les donateurs ont annoncé la mobilisation de 1,5 Md USD, dont 811 M USD provenant de l'Union européenne et des États membres. Ces financements sont destinés à soutenir les efforts humanitaires au Soudan ainsi que dans les pays voisins, qui continuent d'accueillir des réfugiés fuyant la guerre. La conférence de Berlin fait suite à deux précédentes rencontres organisées à Paris en 2024 et à Londres en 2025.

## **SOUDAN DU SUD**

#### **Nile Petroleum s'acquitte de 120 M USD envers Petronas**

La compagnie pétrolière malaisienne Petronas avait quitté le Soudan du Sud en août 2024, se retirant ainsi du consortium Dar Petroleum dans lequel elle détenait 30 % des parts. Nile Petroleum, l'opérateur public pétrolier sud-soudanais, a repris à l'époque ces actifs et a donc hérité d'une obligation de remboursement de 120 M USD envers Petronas. Le paiement vient d'être effectué, dans un contexte où la société qatarienne Gulf Petroleum s'est manifestée pour acquérir cette participation de 30 %. Ces développements interviennent à la suite de discussions fin mars à Port Soudan entre le Soudan du Sud et les opérateurs soudanais des oléoducs Petrolines et Bashayer Pipelines, portant notamment sur les différends financiers, en particulier les tarifs de transport du brut.

## **SEYCHELLES**

#### **Consolidation de la position extérieure en 2025**

Les bonnes performances du secteur touristique ont assuré aux Seychelles un approvisionnement soutenu en devises tout au long de l'année 2025. Dans un contexte de reprise de l'activité économique, la demande de devises sur le marché intérieur s'est également accrue. À la fin de l'année, l'offre de devises excédait la demande de 32 M USD, contre un afflux net limité à 3,2 M USD en 2024. Malgré cet excédent, la roupie seychelloise (SCR) s'est dépréciée en moyenne annuelle face aux principales devises, s'établissant à 14,73 pour un dollar américain (+1,3 %), 16,57 pour un euro (+5,0 %) et 19,42 pour une livre sterling (+5,2 %). Dans ce contexte, la Banque centrale a procédé à des achats de devises à hauteur de 122 M USD via sa fenêtre

d'enchères (Foreign Exchange Auctions) afin de renforcer ses réserves. Les réserves internationales brutes du pays ont ainsi augmenté de +13 % en glissement annuel pour atteindre 878 M USD fin 2025, soit l'équivalent de 4,4 mois d'importations. Les réserves internationales nettes se sont établies à 728 M USD, dépassant l'objectif fixé (670,9 M USD), traduisant une amélioration de la position extérieure du pays.

## TANZANIE

### La prédominance du secteur minier dans les IDE se confirme

Publié le 13 avril 2026 par la Banque centrale (Bank of Tanzania), le *Tanzania Investment Report 2025* dresse le bilan des investissements directs étrangers (IDE) pour l'exercice 2024. Le stock total d'IDE a progressé de +12 % pour atteindre 24,75 Md USD, tandis que les flux entrants d'IDE se sont établis à 1,66 Md USD, en légère hausse de +0,4 % par rapport à 2023. Les principaux pays investisseurs en 2025 en flux étaient le Royaume-Uni (499,8 M USD), l'Afrique du Sud (247,4 M USD), les Émirats arabes unis (167,5 M USD) et la Chine (128,6 M USD), la France se plaçant à (24,2 M USD). Le secteur minier et extractif demeure de loin le premier récipiendaire des IDE, avec un stock de 9,79 Md USD représentant 45,2% du stock total. L'industrie (3,34 Md USD) et la finance-assurance (2,53 Md USD) constituent les deuxième et troisième secteurs concentrant les IDE. Des signaux de diversification apparaissent néanmoins : les flux vers l'agriculture ont plus que doublé à 130,4 M USD, et ceux vers la finance-assurance ont progressé de +50 % à 401,3 M USD.

### Pivot du secteur gazier, Orca Energy Group cède ses parts et met fin à ses activités

Dans un communiqué de presse publié le 13 avril 2026, Orca Energy Group, qui opère le champ gazier Songo Songo depuis une vingtaine d'années, a annoncé céder toutes ses activités en Tanzanie. Taifa Gas Tanzania Limited, société appartenant au milliardaire tanzanien Rostam Aziz, devrait acquérir

49 % des parts, le contrôle majoritaire (51 %) revenant à Amber Energy Investment, basée à Dubaï. Le retrait d'Orca marque le point final d'années de litiges entre le groupe et le gouvernement tanzanien. L'entreprise motive sa décision par l'importance des risques opérationnels perçus, le poids des différends en cours avec les autorités locales ainsi que par les incertitudes pesant sur l'extension de la licence de développement du site et sur l'accord de production partagée.